

## **Le G8/G20 et l'Éducation pour tous**

### **Problématique**

L'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation, une coalition composée de 21 organismes non gouvernementaux, universités et instituts de recherche et de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, croit qu'il faut privilégier une éducation primaire de qualité pour tout le monde si on veut réduire la pauvreté et assurer la mise en place à long terme de systèmes démocratiques partout dans le monde. Malgré l'accumulation des engagements à l'échelle internationale, il y a toujours 75 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école primaire et un adulte sur cinq qui ne peut ni lire ni écrire. De plus, le manque de services de soins et de développement pour la petite enfance accentue la crise mondiale en matière d'éducation aux premières années du primaire, le nombre d'élèves qui décrochent, redoublent ou ont des résultats inférieurs à ce qu'on pourrait attendre d'eux étant élevé.

### **Sommaire et grands messages**

1. Les objectifs en matière d'éducation internationale ne sont pas utopiques! Grâce aux bonnes décisions qui ont été prises et à l'augmentation des ressources intérieures et extérieures au cours des neuf dernières années, près de 40 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ont pu se rendre en classe, ce qui a fait diminuer la disparité entre les deux sexes. Il ne faut pas lâcher et continuer dans la même voie.
2. Il faut susciter un nouvel engouement international pour les objectifs de l'Éducation pour tous. Malgré les avancées récentes, il manque toujours cruellement d'argent pour réaliser le programme de l'Éducation pour tous. Sans aide, la progression ne pourra être assez rapide pour atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous et les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015. Il faut accroître les fonds destinés à l'éducation par des méthodes novatrices qui assurent une source de financement constante pour les plans établis par chaque pays conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et du Programme d'action d'Accra. De plus, la coordination et l'utilisation de l'aide doivent être améliorées, notamment pour les pays les moins développés et les États en conflit.
3. Le Canada est en excellente posture pour prendre le rôle de chef de file dans le dossier de l'éducation. La nouvelle stratégie pour les enfants et les jeunes du gouvernement montre que l'éducation primaire reste encore pour nous un excellent moyen de réduire la pauvreté et de favoriser une croissance à long terme. Depuis 2000, le pourcentage de l'aide canadienne réservée à l'éducation primaire a augmenté considérablement, et nous restons par le fait même parmi les plus grands donateurs dans le secteur. Les réunions du G8 et du G20 à Huntsville constituent une occasion pour le Canada de donner suite à l'exemple qu'il a montré à Kananaskis en établissant la Fast Track Initiative pour l'Éducation pour tous et en doublant son aide aux pays africains (une grande part étant destinée à l'éducation primaire). Le Canada devrait renforcer son engagement de reddition de comptes sur les progrès par rapport aux objectifs de l'Éducation pour tous en commanditant une plateforme coordonnée pour agir concrètement parmi les pays du G8 et du G20.

### **Contexte : L'importance de l'Éducation pour tous**

Ce sont les gens les plus pauvres qui n'ont pas accès à l'éducation aujourd'hui. Et ce sont ces mêmes pauvres qui ont le plus à gagner s'ils avaient la chance de s'instruire.

L'éducation est primordiale pour mettre fin à la pauvreté.

- Aucun pays n'a connu de croissance économique rapide et constante sans avoir une population adulte constituée d'au moins 40 % de gens qui savent lire et écrire.
- Une seule année d'école primaire fait augmenter de 5 à 15 % le salaire que gagneront les garçons plus tard, et le chiffre est encore plus important pour les filles.

L'éducation permet d'accroître les chances de survie des enfants et la santé des mères.

- Un enfant qui naît d'une mère instruite a 50 % plus de chances de survivre après 5 ans.
- Les mères instruites ont 50 % plus de chances d'immuniser leurs enfants.
- Les femmes ayant fait au moins six années d'études ont plus tendance à aller chercher des soins prénataux et postnataux et à demander de l'aide pour accoucher, ce qui réduit le taux de mortalité et de maladie chez les mères et les enfants.
- L'instruction des femmes constitue le gain le plus important pour la réduction de la malnutrition, plus encore qu'une simple augmentation de la quantité de nourriture.

L'éducation est fondamentale à l'émancipation des femmes et des filles.

- En moyenne, chaque année scolaire que complète une fille dans un pays pauvre au-delà de la 3<sup>e</sup> ou de la 4<sup>e</sup> année lui donnera un salaire 20 % supérieur et diminuera de 10 % les risques de décès de son enfant d'une cause évitable.
- L'ancien chef économiste de la Banque mondiale, Lawrence Summers, a déclaré que l'éducation des filles procurait des avantages beaucoup plus importants que toute autre forme d'investissement dans les pays en développement.

## **Recommandations**

L'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation presse le gouvernement canadien de profiter de la tribune que constituent les réunions du G8 et du G20 en 2010 pour montrer l'exemple en demandant la création d'un groupe de travail formé de personnes haut placées chargées de renouveler les efforts pour l'Éducation pour tous. Ce groupe de travail rendrait des comptes au G20 en Corée du Sud et œuvrerait dans les dossiers suivants :

1. Le besoin urgent de nouvelles formes de financement durables pour assurer les progrès effectués par rapport aux objectifs de l'Éducation pour tous et atteindre ces objectifs d'ici 2015.
2. La création d'un partenariat d'envergure au sein du G20 pour l'atteinte des objectifs de l'Éducation pour tous et des objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation.
3. La réforme de la structure d'aide internationale en éducation pour favoriser les situations suivantes :
  - Une coordination accrue entre les donateurs et un partenariat consolidé entre les gouvernements et la société civile pour chaque pays.
  - Un devoir de rendre des comptes concernant les résultats atteints, surtout pour ce qui est des conséquences positives de l'apprentissage chez l'ensemble des enfants.
  - La nécessité de n'oublier aucun pays, surtout ceux en conflit et ceux qui ne reçoivent actuellement qu'une maigre part de l'aide en éducation.